

Algérie : Nunez obtient une relance de la coopération sous conditions... algériennes

Derrière les annonces et les visites officielles, des concessions concrètes et une pression migratoire grandissante.

« *La coopération migratoire avec l'Algérie repart* », affirmait Laurent Nunez sur BFM TV le 3 avril. Une formule rassurante, mais qui soulève une question simple : que contient réellement cette « reprise » ? Selon les révélations d'[Europe 1](#) d'aujourd'hui après la [visite du ministre de l'Intérieur à Alger les 16 et 17 février](#), plusieurs demandes précises auraient été formulées par les autorités algériennes. D'abord, la France a été invitée à redonner des agréments à des consuls algériens, retirés ces dernières années pour faire pression sur les laissez-passer consulaires.

Détention de Christophe Gleizes: "La coopération migratoire avec l'Algérie repart", affirme Laurent Nuñez pic.twitter.com/tJHoCEnbNx

— BFM (@BFMTV) [April 3, 2026](#)

Autre exigence, la levée de 92 interdictions administratives du territoire visant des ressortissants algériens condamnés. Enfin, une demande particulièrement sensible aurait été évoquée : la remise à l'Algérie d'opposants présents en France. Dans ce contexte, la critique est frontale du côté du Julien Odoul, député et porte parole RN, qui estime auprès de Boulevard Voltaire que « *Laurent Nuñez [...] est non seulement un traître à la République, mais un capitulard.* »

Une relation structurellement déséquilibrée

Plusieurs observateurs pointent a minima un déséquilibre profond dans la relation franco-algérienne. Pour Nicolas Pouvreau-Monti, directeur de l'Office pour l'Immigration et la Démographie, interrogé par BV, la stratégie actuelle « *semble ne pas porter de fruit particulier* ». Il souligne surtout qu'« *il y a [...] une volonté d'éviter à tout prix un rapport de*

force [...], alors même qu'il est imposé par l'Algérie ». Une analyse que rejoint, sur un ton bien plus offensif, Julien Odoul : il dénonce « *une reddition en rase campagne du ministre* ».

Cette ligne d'apaisement ne se limite d'ailleurs pas au seul terrain diplomatique. Elle se retrouve aussi dans les prises de parole du ministre. Le 12 mars, depuis la Grande Mosquée de Paris, Laurent Nunez déclarait : « *Ceux qui prétendent que l'islam est incompatible avec la République se font eux-mêmes ennemis de la France* ».

Selon les informations de nos confrères du [JDD](#) de ce 6 avril, cette inflexion se traduit plus largement dans les consignes données aux préfets : le nouveau locataire de Beauvau leur aurait fait comprendre qu'il était souhaitable de davantage régulariser et naturaliser et de moins expulser, autrement dit de se montrer « plus souple ».

Une pression migratoire toujours plus forte

Dans le même temps, les chiffres du ministère de l'Intérieur illustrent une dynamique difficile à contenir. En 2025, environ [384 000 premiers titres de séjour](#) ont été délivrés en France. Les Algériens figurent parmi les premières nationalités, avec près de 28 000 premiers titres. Mais le phénomène le plus massif reste celui des renouvellements. Toutes nationalités confondues, « *il y a eu quasiment un million de renouvellements de titres de séjour l'an dernier* », rappelle Nicolas Pouvreau-Monti. Sur ce chiffre, environ [129 000 titres](#) ont été renouvelés pour des Algériens en 2025.

Nicolas Pouvreau-Monti le constate : les flux migratoires « *n'ont jamais été aussi nombreux* », ce qui explique l'engorgement des préfectures. Une situation que dénonce à nouveau Julien Odoul, évoquant une politique « *à plat ventre* » et une « *soumission à l'Algérie* ».

Mollah Nuñez a parlé. En France, dans notre culture et dans notre droit, il est permis d'avoir peur d'une religion, de critiquer une religion, de détester une religion, de dire qu'une religion est incompatible avec notre République. La liberté d'opinion est sacrée chez nous ! <https://t.co/AO3byfdk9b>

— Julien ODOUL (@JulienOdoul) [April 4, 2026](#)

Face à cette pression, la réponse gouvernementale passe notamment par l'annonce du [recrutement de 500 vacataires](#) pour traiter les titres de séjour. Mais pour Nicolas

Pouvreau-Monti, le problème reste structurel : la politique actuelle consiste avant tout à gérer les conséquences d'une hausse continue des flux, sans agir réellement en amont.

Une politique d'adaptation

Dans ce contexte, la ligne portée par Laurent Nunez s'inscrit dans une continuité politique plus large, impulsée par Emmanuel Macron, visant à maintenir un équilibre diplomatique avec Alger. Au final, la « coopération » revendiquée apparaît moins comme un succès que comme une relance des relations encadrée par les exigences algériennes et la poursuite d'une politique migratoire permissive. Une relation qui redémarre, mais dont les termes semblent largement dictés par l'autre partie...

Contactés par Boulevard Voltaire par email, les services du ministère de l'Intérieur n'ont pas donné suite.

 [bvoltaire.fr/algerie-nunez-obtient-une-relance-de-la-cooperation-sous-conditions-algeriennes](https://www.bvoltaire.fr/algerie-nunez-obtient-une-relance-de-la-cooperation-sous-conditions-algeriennes)

Article publié par : Yann Montero
Article publié le 7 avril 2026